DECLARATION DE L'UNSA EDUCATION AU CDEN DU 21 AVRIL 2020

Mesdames et messieurs les membres du CDEN,

La crise sanitaire que nous vivons nous rappelle que **pour notre société, les services publics sont bel et bien une chance et non une charge**. Si d'autres professions sont effectivement mobilisées comme les agriculteurs, les transporteurs, les commerces..., ce sont bel et bien les agents de la fonction publique hospitalière qui sont en première ligne, épaulés par les agents des deux autres versants : l'éducation et les territoires pour assurer la continuité pédagogique mais aussi l'accueil des enfants de personnels prioritaires.

Ces missions sont accomplies malgré l'adversité et quelquefois le manque de moyens, mais **l'UNSA Education a choisi de reporter à plus tard le nécessaire retour sur expérience** pour demander la traduction en actes de la promesse présidentielle d'un plan massif de rénovation de ces services publics. Il ne faudra pas oublier non plus les directrices et directeurs d'école qui sont la pierre angulaire de cette gestion de crise sur le terrain. Ce sont les interlocuteurs des maires, des inspecteurs et des parents représentés autour de cette table.

Jusqu'à ce matin, nous voulions témoigner du **dévouement de l'administration tout comme des collectivités** : Désinfection de locaux, matériel de protection mais aussi du matériel informatique pour qu'aucun élève ne soit exclu. Et si beaucoup d'inquiétudes et de questionnements subsistent, nous continuerons de les porter à votre connaissance pour avancer vers des solutions.

Sur le **retour à l'école le 11 mai**, notre fédération l'Unsa Education associée à 10 organismes de personnels d'éducation, de parents et de lycéens, dont la FCPE et la FSU ici présentes, écrivait au ministre vendredi dernier pour poser nos inquiétudes et nos attentes, lui donner notre approche commune. Nous souhaitons tous pouvoir reprendre l'école et sortir d'une situation où l'ensemble des élèves subissent les conséquences de la crise et où les inégalités scolaires se creusent.

Mais alors même qu'on nous disait encore hier qu'aucun scénario n'était arrêté, **aujourd'hui-même à midi, Jean-Michel BLANQUER a pris tout le monde de vitesse** en annonçant les modalités de reprise à l'Assemblée Nationale. Sans nous attarder sur le procédé qui est insupportable pour les personnels chargés de les mettre en œuvre, ces annonces soulèvent à nouveau Inquiétudes, questions, colère au lieu de rassurer. La profession et ses corps intermédiaires n'en peuvent plus de découvrir dans les médias ce qui se décide sans eux.

Au-delà du problème de la méthode tout simplement contre-productive, nous le répétons ici, faute de préalables sanitaires indispensables **aucun motif pédagogique ne justifiera qu'on fasse prendre des risques de santé à des enfants** même s'ils sont en grande difficulté scolaire. Sans parler du risque de relancer une vague de contamination. Plusieurs voix se font entendre contre la date du 11 mai dont le conseil de l'ordre des médecins, d'autres plaident pour.

Nous n'avons pas la prétention d'avoir compétence en la matière mais gardons à l'esprit que **certains enseignants sont eux-mêmes quelquefois parents** d'enfants qui devraient être accueillis ou gardés… Et par effet domino, tout le monde pourrait bien se retrouver à l'école, au collège, au lycée… très vite, trop vite, quand dans le même temps, est maintenue au-delà du 11 mai, la fermeture des cafés, restaurants, lieux de culture, etc., confirmant le **maintien d'une situation de risque sanitaire** nécessitant la poursuite de la plus grande vigilance.

Je vous remercie de votre attention.